

Covid-19 : les conséquences économiques dans les secteurs de la chimie

Principaux contributeurs	Olivier Lemesle et Olivier Passet
Directeur de la publication	Laurent Faibis
Date de publication	23 mars 2020
Site	www.xerfi.com
e-mail	etudes@xerfi.fr
Adresse	13-15 rue de Calais 75009 Paris
Téléphone	01 53 21 81 51
Fax	01 42 81 42 14

Le groupe **Xerfi**, leader français des études sur les secteurs et les entreprises, apporte aux décideurs les analyses indispensables pour surveiller l'évolution des marchés et de la concurrence, décrypter les stratégies et les performances des entreprises, en France comme à l'international. Le site **Xerfi.com** met ainsi en ligne le plus vaste catalogue d'études sur les secteurs et les entreprises.

Au sein du premier bureau d'études spécialisé en France, les experts sectoriels du groupe **Xerfi** sont animés d'une passion commune : traiter l'information avec une très grande rigueur intellectuelle, réaliser des analyses professionnelles au plus près des réalités de la vie économique, s'engager sur des conclusions rédigées avec l'ambition de la probité et de la qualité.

Pour atteindre ces objectifs, le groupe **Xerfi** s'est donné tous les moyens de l'indépendance : son capital est détenu par ses dirigeants, son développement repose pour l'essentiel sur l'édition des études réalisées à sa propre initiative, des méthodes de travail éprouvées, des règles déontologiques strictes.

Des milliers d'entreprises, comme tous les réseaux bancaires, les investisseurs et financiers, les leaders du conseil et de l'audit ont fait des études du groupe **Xerfi** l'outil indispensable pour appuyer leur réflexion.



1. LES CONSÉQUENCES POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE	4
1.1. À RETENIR	5
1.2. LES MÉCANISMES DE TRANSMISSION DE LA CRISE	6
1.3. QUEL SCÉNARIO DE REPRISE ?	7
1.4. LE SCÉNARIO DE CROISSANCE DE XERFI ET LES INDICATEURS CLÉS	8
1.5. LES SECTEURS EN PREMIÈRE LIGNE	11
1.6. LES SECTEURS SUIVEURS ET RÉSILIENTS	12
2. LES CONSÉQUENCES POUR LES SECTEURS DE LA CHIMIE	13
2.1. À RETENIR	14
2.2. L'IMPACT SUR LA DEMANDE	15
2.3. LA SEGMENTATION SECTORIELLE	16
2.4. LES CAPACITÉS DE RÉSISTANCE ET DE REBOND	7

LES CONSÉQUENCES POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE



À RETENIR

1

La pandémie du coronavirus crée un choc d'ampleur inédite. Nous sommes passés d'un choc localisé, menaçant quelques chaînes d'approvisionnement, à un choc généralisé qui altère la dynamique de demande et de production de tous les pays de façon simultanée. Ce type de choc synchrone a une portée en termes d'effets multiplicateurs considérables à échelle mondiale. L'impact se compte en points de croissance, comme en 2008, notamment depuis la généralisation du confinement.

2

Nous faisons ici l'hypothèse que le confinement s'étirera sur 45 jours, ce qui constitue une hypothèse plutôt optimiste. Cette contrainte déstabilise massivement l'activité de nombreux secteurs de services, mais aussi de l'industrie (automobile, biens d'équipement, construction) qui se retrouvent à l'arrêt ou quasi-arrêt. Le choc produit selon nos hypothèses un décrochage de 3,3% du PIB en 2020, suivi d'un rebond de 3,0% en 2021.

3

L'économie ne retrouverait son niveau de fin 2019, qu'au quatrième trimestre 2021. Ce qui marque une altération de la croissance potentielle. L'arrière-plan d'instabilité financière et la trace longue que pourrait laisser le dévissage de l'activité sur la qualité des bilans des entreprises, de l'État et des banques, éloignent la perspective d'une récupération rapide en forme de V. Plus l'épisode se prolonge et plus la perspective d'un effacement rapide de la crise s'éloigne.

4

Face à un choc concentré et supposé transitoire, les entreprises ne devraient pas procéder à un ajustement massif de leurs capacités. En conséquence, ce sont les résultats d'exploitation et les trésoreries qui devraient absorber l'essentiel de la secousse à court terme. Les risques de redressement judiciaire et de dépôts de bilan sont particulièrement importants, parmi les PME de service notamment, en dépit des mesures de soutien public (chômage partiel, ajournement des dépenses fiscales et d'énergie, etc.).

5

Le choc d'activité sera massif dans certains secteurs de services qui ne sont pas usuellement les plus instables. Les secteurs des transports, de l'hôtellerie-restauration, des services aux ménages (récréatifs, loisir, soins, etc.) et du commerce spécialisé sont en première ligne. À cela s'ajoutent les industries exposées au dévissage du commerce mondial. On peut estimer que le tiers de l'économie pourrait se retrouver en situation sinistrée, avec des effets d'entraînement puissants sur 50% du PIB.

6

Outre les secteurs non marchands ou administrés, liés à la santé, l'action sociale, l'éducation, seules quelques activités marchandes devraient résister au tsunami, voire en profiter à court terme (la filière agricole et alimentaire, jusqu'au commerce de détail, la pharmacie et le secteur financier notamment).

1.2. LES MÉCANISMES DE TRANSMISSION DE LA CRISE

D'un choc d'offre à un choc multicanal

En l'espace de quelques jours, la crise du COVID19 a pris une nouvelle dimension et profondément changé de nature et de portée au plan économique. Elle pouvait apparaître dans les premiers temps de la propagation du virus comme un choc asymétrique dont l'épicentre était en Asie (Chine, Corée), avec l'Italie comme foyer secondaire. Avec essentiellement des conséquences en matière de rupture d'approvisionnement et de ralentissement du commerce mondial. À mesure que la contagion atteignait la France et que les mesures de confinement s'étendaient, nous sommes passés à un choc généralisé qui altère la dynamique de demande et de production de tous les pays de façon simultanée. Les entreprises doivent désormais faire face à un choc de premier ordre qui peut mettre pour certaines en péril leur trésorerie et leur survie.

■ Un choc « multicanal »

Effet choc d'offre	Effets directs dévastateurs du confinement sur le transport, le tourisme, l'hôtellerie-restauration, les activités récréatives, le commerce spécialisé, les industries à l'arrêt (automobile, équipement, construction)	Fort impact direct sur l'emploi précaire, CDD courts (secteurs à très forte réactivité de l'emploi)
	Possibilités de distribution très restreintes concernant le commerce spécialisé, hormis le circuit du e-commerce	Conséquences massives tout au long des filières de production de biens durables
	Très brutale dégradation des marges et de la trésorerie, hausse des faillites	Le choc va peser principalement à court terme sur le compte d'exploitation des entreprises
	Restriction de l'offre de travail liée aux mesures de confinement et de quarantaine	Effet qui n'est que partiellement compensé par le télétravail
	Rupture des chaînes d'approvisionnement en amont + restriction du fret	Effet prix collatéral sur certains composants Hausse des prix du fret
	Accès restreint à certains biens d'équipement	Effet peu prégnant à court terme et non pertinent à long terme.
Effet choc de demande	Gel de l'investissement et des embauches, hausse du chômage (partiel ou non)	Les secteurs les plus exposés au confinement, sont des secteurs de service (ce qui est atypique), à ajustement rapide de l'emploi. Le chômage partiel ne pourra absorber tout le choc
	Ajournement forcé de toutes les dépenses de consommations de biens et services non distribués (45% de la consommation). Effet diffus sur la confiance des ménages à plus long terme	Hausse massive et forcée du taux d'épargne
	Ralentissement de la demande mondiale (circuit exportations)	Effet puissant du multiplicateur du commerce international
Effet mixte	Impact sur la production des filiales étrangères des groupes français	Effet diffus sur l'économie domestique de la dégradation des comptes consolidés des groupes nationaux et étrangers implantés en France (50% de l'emploi marchand résident).

1.3. QUEL SCÉNARIO DE REPRISE ?

Quelle résilience pour le secteur financier ?

Le choc du COVID 19 et des mesures de confinement qui s'imposent est d'une ampleur inédite dans une période de paix. Simultané, dans toutes les régions du monde, il comporte des effets multiplicateurs sur le commerce international d'une ampleur redoutable. Un choc d'une telle brutalité interroge nécessairement sur la résilience du secteur financier. Une défaillance des institutions financières créerait des effets de second tour extrêmement aggravants. La chute des bourses, que l'on observe dès à présent, ne fragilise que les intermédiaires financiers qui portent ce risque directement, en compte propre. L'industrie du capital investissement est en revanche très exposée à court terme. Les banques, pour leur part, ne sont que très indirectement exposées. Les fonds de gestion dont elles sont actionnaires ne gèrent ce risque que pour le compte de clients. Elles sont en revanche plus directement impactées par l'inversion de la courbe des taux, qui consume leurs marges d'intérêt et par la montée à terme des créances douteuses à leur actif, liée à la forte augmentation du risque de faillite des entreprises sur lesquelles elles sont exposées.

Un scénario de reprise en V reste possible

Face à la gravité de ce choc, aux risques de faillites en chaîne dans le secteur privé, à la dégradation induite des bilans bancaires, à l'effet de freinage que produira l'effort de restauration des trésoreries et des comptes publics et aux changements durables de comportement de mobilité, le scénario en V reste encore possible, mais il est très fragilisé si les mesures de confinement s'étirent jusqu'à l'été. Il sera mécaniquement puissant au troisième trimestre, si les mesures de confinement ne durent pas plus de 45 jours (selon notre hypothèse médiane) mais il risque d'être insuffisant pour compenser l'activité perdue, compte tenu de l'arrière-plan financier qui pourrait créer un effet de « longue traîne ». Les enveloppes de soutien public et monétaire risquent rapidement de se révéler insuffisante compte tenu de l'ampleur et du risque d'étirement de l'arrêt de l'activité qui touche de plein fouet plus d'un tiers de l'économie, et dont le périmètre pourrait encore s'étendre.

■ Un scénario en V n'est pas certain

Rebond possible à la fin du confinement	Mais risque de crise à double détente, comme en 2008	
Restauration de la Bourse	Risque de surajustement à la hausse sur les prix des matières premières et les produits de base, compte tenu de la destruction des capacités	Fragilité de la sphère financière à surveiller
Restockage		Les banques peuvent bénéficier d'un effet d'aubaine à court terme grâce à la hausse des opérations de crédits de trésorerie aux entreprises (si la crise est limitée dans le temps)
Rattrapage de la demande différée	Effort prolongé de reconstitution de trésoreries , qui freinera au-delà du pic d'épidémie les embauches et l'investissement	Mais risque de restriction du crédit lié à la restauration des ratios de risque ou de liquidité momentanément assouplis
Diminution du taux d'épargne		
Contexte prolongé de faiblesse des taux d'intérêt et de l'inflation	Efforts de consolidation des finances publiques, sur fond de forte dégradation des comptes de l'État	

1.4. LE SCÉNARIO DE CROISSANCE DE XERFI ET LES INDICATEURS CLÉS

Un premier scénario médian de croissance

La pandémie du Coronavirus crée une situation d'incertitude économique radicale. Il serait très prématuré de prétendre faire une prévision à ce stade de la crise. **Nous proposons dès lors un scénario médian de croissance (-3,3% en 2020, +3,0% en 2021)**, sur lequel les risques d'erreur sont évidemment extrêmes. Ce scénario suppose un dévissage cumulé de l'activité de l'ordre de 10% aux premier et deuxième trimestres. En dépit de l'incertitude qui entoure ce chiffrage, il nous paraît prudent d'intégrer au minimum ce contexte macro-économique dégradé comme base de l'évaluation de la dynamique des marchés et des risques induits sur l'activité des entreprises dans les trimestres à venir. Ce scénario médian sera sujet à de multiples révisions, au fur et à mesure que l'information se précisera. Il est possible qu'à ce stade, il sous-estime le lissage induit par l'inertie des décaissements. L'instabilité infra-annuelle de l'activité est en effet d'une ampleur inédite. Mais compte tenu d'une certaine stabilité sous-jacente de l'emploi (en baisse amortie par l'extension du dispositif de chômage partiel) et des revenus des ménages, notamment du fait du ralentissement de l'inflation et des dispositifs budgétaires et monétaires destinés à préserver les capacités, il existe une puissante force de rappel (technique) pour faire revenir rapidement l'économie dans son couloir de croissance de moyen terme.

Baisse de la trésorerie et hausse de l'épargne : un double à-coup de grande ampleur

Cette dualité inédite entre la dynamique du revenu des ménages et l'effondrement de l'offre et de la consommation, liée au contingentement de la force travail et aux restrictions forcées de l'accès à certains biens et services, crée deux à-coups simultanés d'une ampleur considérable : **l'un à la baisse sur les marges et la trésorerie des entreprises**, et par ricochet sur les comptes de l'État, qui temporise le choc par des transferts ; **l'autre à la hausse sur le taux d'épargne des ménages**, qui sont dans l'impossibilité réglementaire et fonctionnelle de dépenser leur revenu. Pour prendre la mesure de l'ampleur de ce choc et de l'incroyable instabilité créée sur les profils infra-annuels, il suffit de regarder la part des dépenses de consommation qui est tout ou partie bloquée par le confinement. Cette part est de l'ordre de 45%. Si ce blocage s'étire sur un mois dans un trimestre, cela signifie une contribution de -15 points à la croissance trimestrielle de la consommation. Cela aide à comprendre le profil, en première approche insensé, des variations trimestrielles du compte qui est présenté.

Une récupération en forme de V encore intégrée dans notre scénario

Cette projection médiane, intègre largement la possibilité d'une récupération en forme de V de l'économie. Néanmoins, le choc étant largement centré sur les services, une partie des dépenses perdues n'est pas récupérable, hormis quelques effets de *rush* à la sortie du confinement. De surcroît, la montée des dettes bancaires, l'allongement des délais de paiement pour les PME, la dégradation inévitable de la trésorerie des entreprises et la forte dégradation des comptes publics invitent à la prudence sur le potentiel de récupération rapide et sans séquelles de l'économie à moyen terme. L'investissement pourrait être assez fortement pénalisé, ainsi que la construction, qui était déjà en phase de ralentissement. Certains secteurs à cycle long de production, comme l'aéronautique ou le ferroviaire, pourraient également mettre en cause leurs plans de charge compte tenu de la dégradation de la situation financière des transporteurs. L'automobile pourrait porter également longtemps la trace du choc alors que son modèle est déjà en plein doute, ce qui pourrait accélérer la décrue et la concentration des capacités.

Le scénario de rebond reste aussi prudent compte tenu de l'hétérogénéité des durées de résolution de la crise selon les différentes régions du monde. Il existe notamment de gros doutes, sur la capacité d'endiguement de l'épidémie sur le continent américain, et dans de nombreux pays en développement.

■ Structure de la consommation des ménages

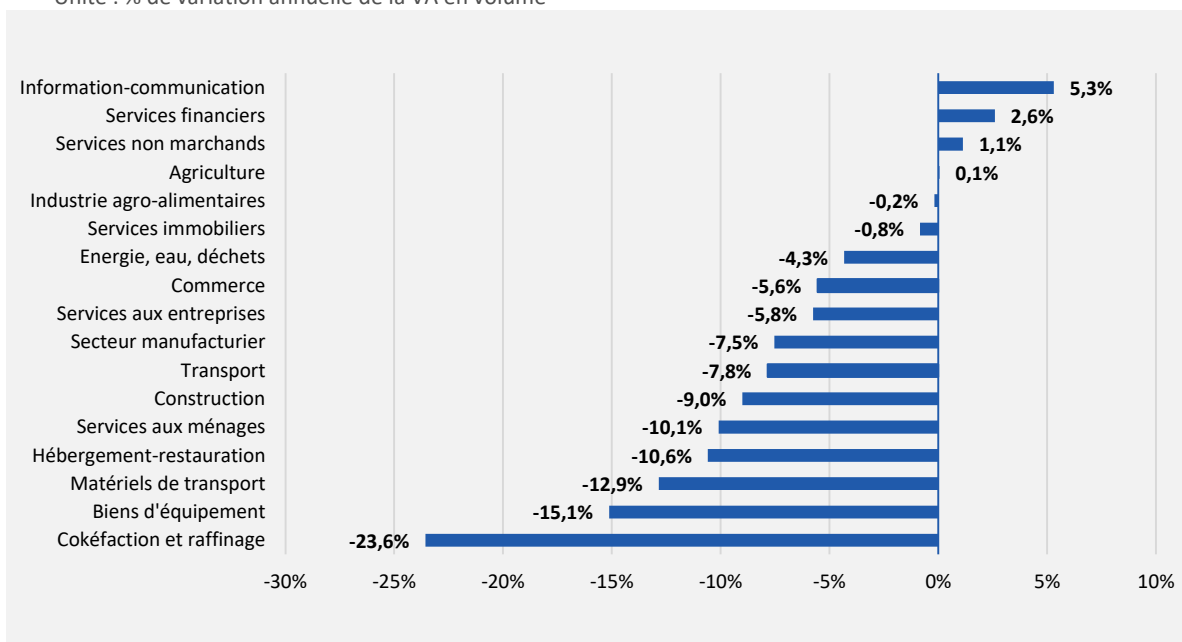
Unités : part en % de la consommation des ménages

Biens et services contingentés par le confinement ou non accessibles		Biens et services accessibles	
Articles d'habillement et chaussures	3,6	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	13,1
Entretien et réparation du logement	1,6	Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	3,7
Meubles, articles d'ameublement, etc.	1,4	Loyers d'habitation effectifs	4,6
Articles de ménage en textiles	0,3	Loyers d'habitation imputés	14,4
Appareils ménagers	0,8	Alimentation en eau et services liés au logement	1,4
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	0,6	Électricité, gaz et autres combustibles	4,3
Outillage et autre matériel pour la maison et le jardin	0,4	Biens et services pour l'entretien courant du foyer	1,1
Transports	14,1	Santé	4,0
Matériel de téléphonie et de télécopie	0,4	Services postaux	0,1
Loisirs et culture	7,9	Services de téléphonie et de télécopie	1,9
Restaurants et hôtels	7,6	Enseignement	0,5
Soins corporels	2,5	Protection sociale	2,0
Autres services	1,2	Assurance	4,2
Effets personnels nca	1,0	Services financiers nca	1,2
Total contingenté	43,5	Total accessible	56,5

Traitement Xerfi / Source : Eurostat

■ Projection de croissance de valeur ajoutée en volume des grands secteurs de l'économie

Unité : % de variation annuelle de la VA en volume



Traitement et projections Xerfi / Source : INSEE

■ PIB et compte emploi-ressource : scénario médian au 22/03/2020, bâti sur l'hypothèse d'un confinement de 45 jours

France	2018	2018	2019	2020	2021	T1 19	T2 19	T3 19	T4 19	T1 20	T2 20	T3 20	T3 20	T1 21	T2 21	T3 21	T4 21
PIB	100%	1,7	1,3	-3,3	3,0	0,3	0,4	0,3	-0,1	-2,0	-6,9	7,7	0,2	0,3	0,5	0,4	0,3
Consommation	54%	0,9	1,2	-3,5	6,9	0,4	0,2	0,4	0,3	-4,0	-11,0	18,0	1,0	0,2	0,4	0,4	0,4
Cons. Publique	24%	0,8	1,3	1,6	0,9	0,2	0,4	0,5	0,5	0,3	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Investissement	23%	2,8	3,6	-8,0	3,9	0,5	1,4	1,3	0,2	-5,1	-17,0	21,7	0,4	-0,4	-0,6	-0,6	-0,6
Construction	12%	2,1	3,2	-7,5	3,6	0,4	1,7	0,9	0,2	-5,0	-17,0	22,0	-0,2	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5
Équipement	5%	2,1	3,6	-10,0	4,4	1,4	0,9	1,2	-0,4	-5,5	-19,0	21,0	2,0	0,0	-0,7	-0,7	-0,7
Stocks	* 1%	-0,3	-0,4	-0,4	0,5	0,3	-0,2	-0,1	-0,5	-0,1	-0,4	0,9	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations	32%	3,5	1,9	-7,4	2,2	0,3	-0,2	-0,3	0,0	0,1	-6,0	-5,0	-2,0	3,0	4,0	3,0	2,0
Importations	33%	1,2	2,2	-8,4	9,2	1,3	-0,2	0,4	-0,4	-4,1	-15,6	17,4	0,4	1,8	2,5	1,9	1,4
Commerce extérieur	* -1%	0,7	-0,1	0,4	-2,2	-0,3	0,0	-0,3	0,1	1,4	3,2	-6,8	-0,7	0,3	0,4	0,3	0,2
Balance courante	**	-15	-19	-15	-40	-5	-6	-6	-1,9	-1	7	-10	-12	-11	-10	-9	-9
Bal. courante (% PIB)		-0,6	-0,8	-0,6	-1,7												
Emploi		1,2	1,0	-0,7	-0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	-0,2	-0,8	-0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taux de chômage		9,0	8,5	9,6	10,5	8,6	8,5	8,5	8,2	8,6	9,5	10,1	10,2	10,3	10,5	10,6	10,7
Salaires	***	1,5	1,7	1,6	1,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Inflation		1,8	1,1	-0,1	0,7	0,1	0,4	0,3	0,2	0,1	-1,1	0,0	0,3	0,2	0,2	0,5	0,5
Solde sect. public	**	-59	-77	-162	-78												
Solde sect. public (% PIB)		-2,5	-3,2	-6,9	-3,2												
Dette publique (% PIB)		98	101	112	108												
PIB nominal	**	2 354	2 420	2 331	2 413												

Variation d'une période sur l'autre, sauf indication contraire : * contribution à la croissance du PIB

** mds d'euros

*** salaire horaire

Traitement et projections Xerfi / Source : INSEE

1.1. LES SECTEURS EN PREMIÈRE LIGNE

■ Les secteurs en première ligne

Secteurs	Poids dans le PIB	Croissance 2020 et 2021		Commentaires
Ce sont les secteurs les plus directement et massivement impactés par les mesures de confinement , soit qu'ils soient mis à l'arrêt quasi-intégral, soit qu'ils soient très fortement exposés au dévissage du commerce international. Ce second facteur peut étirer la crise dans le temps, compte tenu des décalages géographiques dans la diffusion de la pandémie et de ses effets paralysant sur l'offre et la demande.				
1- Services liés à la mobilité et / ou engageant une socialisation	20,8%	-7,3%	+11,0%	<p>Ces services sont en première ligne. Ils pourraient perdre en moyenne plus de 60% d'activité entre mi-mars et fin avril et -16% entre le second semestre 2019 et le premier semestre de 2020.</p> <p>Certains secteurs ont peu d'effets d'entraînement (les services aux ménages notamment, l'hôtellerie). La fermeture des magasins spécialisés ou des bars et restaurants bloque en revanche des composantes de la chaîne de production amont, avec de très forts effets collatéraux sur toute la chaîne d'approvisionnement. Sur ces secteurs à très fort BFR, le risque de faillite est considérable.</p>
<i>Hébergement et restauration</i>	2,8%	-10,6%	+13,4%	
<i>Transport</i>	4,4%	-7,8%	+13,2%	
<i>Commerce</i>	10,7%	-5,6%	9,4%	
<i>Services aux personnes / activités récréatives, soins, loisirs, culture etc.</i>	2,9%	-10,1%	11,8%	
2- Les industries (y compris la construction) à l'arrêt et/ou très fortement exposées au commerce international	8,2%	-10,7%	5,6%	<p>Ces secteurs de l'industrie et de la construction, ont un puissant pouvoir d'entraînement sur le reste de l'économie marchande. Ces secteurs, qui amplifient traditionnellement le cycle économique, sont pour une large part techniquement à l'arrêt du fait des retombées de la politique de confinement. L'accord du 22 mars entre Le gouvernement et les fédérations du bâtiment et travaux publics devrait néanmoins permettre de maintenir la continuité de certains chantiers, mais à marche ralentie.</p>
<i>Matériel de transport</i>	1,3%	-12,9%	-1,4%	
<i>Biens d'équipement</i>	1,5%	-15,1%	1,0%	
<i>Construction</i>	5,5%	-9,0%	8,3%	

1.2. LES SECTEURS SUIVEURS ET RÉSILIENTS

■ Les secteurs suiveurs, entraînés dans la baisse générale de l'activité

Secteurs	Poids PIB	Croissance 2020 et 2021		Commentaires
Ces secteurs, qui occupent des maillons clés des chaînes de valeur industrielles ou de la construction, amplifient traditionnellement le cycle économique (le PIB). Ils doivent se préparer à une récession sévère d'autant que la fermeture des commerces spécialisés bloque l'écoulement de la production après des ménages en aval. Ils auront dès lors très largement recours au chômage partiel.				
3- Les industries et services en amont ou aval des chaînes de valeur	21,8%	-6,0%	0,2%	Tous ces secteurs, ne seront pas confrontés aux mêmes périls. Certains métiers, du fait de leur spécificité ou d'éléments liés à leur modèle d'affaires et de facturation, amortissent le choc, à l'instar de certains SAE (services de sécurité et nettoyage, de comptabilité, services d'analyse, essais et inspections techniques ou services juridiques), l'énergie, les réseaux d'eau potable et d'assainissement, la collecte et le traitement des déchets, la pharmacie. D'autres prennent le choc de plein fouet : intérim, ingénierie, conseil, restauration collective, événementiel, matériaux, etc.
Services aux entreprises	14,1%	-5,8%	-0,6%	
Les autres industries (hors IAA)	5,4%	-7,1%	2,1%	
Utilities, secteurs de l'énergie et de l'environnement	2,3%	-4,3%	-0,1%	

■ Les secteurs résilients ou contra-cycliques, stabilisant à court terme

Secteurs	Poids PIB	Croissance 2020 et 2021		Commentaires
Ces secteurs sont stabilisants. Soit par convention comptable : leur valeur ajoutée est estimée sur la base des coûts engagés (services administrés, santé, éducation) ou estimée de façon conventionnelle (à l'exemple des loyers fictifs imputés des ménages propriétaires). Soit parce que leur activité est stimulée par le contexte de crise à brève échéance : télécommunications, certaines opérations bancaires, IAA, etc.				
4- Services administrés et secteurs contra-cycliques	49,1%	1,2%	1,0%	Même si certains des services administrés sont à l'arrêt (éducation ou certains guichets publics par exemple), ils continuent à contribuer positivement à la croissance. La mobilisation de moyens supplémentaires sur la santé peut marginalement accroître l'activité dans ce secteur. Du côté de la sphère marchande, quelques rares segments bénéficient de la crise : la branche communication dopée par le confinement et le télétravail, de même que la part des IAA, qui s'adresse au circuit du commerce de détail. Certains segments n'en sont pas moins négativement impactés (les médias, du fait de la chute des recettes publicitaires, les activités Foodservice des IAA, destinées à la restauration, l'activité des agences immobilières, du fait du gel des transactions dans l'ancien etc.)
Les services administrés	22,1%	1,1%	0,1%	
La filière alimentaire	3,7%	-0,1%	0,2%	
Les services financiers	4,5%	2,6%	2,2%	
Services immobiliers	12,4%	-5,4%	0,7%	
Information et télécommunication	0,6%	5,3%	2,1%	

LES CONSÉQUENCES POUR LES SECTEURS DE LA CHIMIE

Selon l'Insee, l'industrie chimique comprend l'ensemble des activités de transformation de matières premières organiques et inorganiques par un procédé chimique et de formulation des produits (division 20) :

- Produits chimiques de base
- Matières plastiques de base et caoutchouc synthétique
- Colorants et pigments
- Gaz industriels
- Engrais et produits azotés, pesticides et autres produits agrochimiques
- Peintures, vernis, encres et mastics
- Savons, produits d'entretien, parfums, produits pour la toilette
- Fibres artificielles et synthétiques
- Produits explosifs
- Colles et adhésifs
- Huiles essentielles
- Autres produits chimiques (plaques et films photographiques, lubrifiants, biocarburants, etc.)

Sont également intégrés à l'analyse dans cette fiche :

- Les activités de cokéfaction et de raffinage du pétrole
- Le négoce de produits chimiques



À RETENIR

1

La production chimique va surréagir à la récession économique qui va toucher le pays (notre premier scénario évalue la chute autour de 15% en volume). Elle sera particulièrement touchée par la baisse de la demande en provenance de l'automobile et de la construction neuve. Au moins 80% des produits chimiques seront pénalisés par la crise (en particulier les peintures, les colles et la plasturgie). Il faut aussi rappeler que le secteur réalise plus de 40% de son activité à l'export. Autant dire qu'il sera durement frappé par le ralentissement du commerce mondial et la baisse de la demande en Europe, en Asie et en Amérique du Nord.

2

Si une baisse de la production va inévitablement être observée sur l'année, il y aura très peu d'arrêts complets d'usines. La chimie est une industrie essentielle, notamment pour approvisionner le secteur de la santé-pharma ainsi que pour assurer la sécurité alimentaire et le bon fonctionnement de services vitaux (purification de l'eau, carburants pour les transports, etc.). Les procédés de la chimie de base sont conçus également pour fonctionner en continu (un arrêt entraînerait des coûts très élevés) et le télétravail est dans bien des cas impossible. Les usines chimiques ont bien sûr adapté leur organisation afin d'appliquer les recommandations du gouvernement mais les effectifs restent largement mobilisés en présentiel, que ce soit la direction ou les techniciens et ouvriers de production.

3

Seul segment bénéficiaire, celui des savons et produits d'entretien. Il représente toutefois une part relativement marginale dans l'industrie chimique (à peine 2% des facturations en valeur en 2018). Plusieurs entreprises d'autres segments (notamment des usines de biocarburants et de parfums-cosmétiques) ont fait le choix de réorienter momentanément leur production vers les gels hydroalcooliques.

4

L'épidémie affectera très fortement le secteur du cokage/raffinage (la production dans ce secteur connaîtra une chute de plus de 20% selon nos premières estimations). Les raffineries continueront à livrer les stations-service mais fonctionneront au ralenti. Le confinement ne permet par ailleurs plus la réalisation de travaux de maintenance ce qui pourrait compromettre le bon fonctionnement de certains sites.

2.2. L'IMPACT SUR LA DEMANDE

Intrant pour beaucoup de segments industriels, la chimie sera logiquement impactée

Bon nombre de pans de l'industrie chimique seront touchés car un grand nombre de produits formulés entrent directement comme intermédiaires dans les cycles de production de leurs clients : peintures, colles, plastiques, etc. Plus de 80% des entreprises du secteur pâtiront directement des difficultés dans l'industrie manufacturière, notamment automobile, et dans la construction neuve.

Le choc sera également particulièrement sévère pour tous les acteurs très internationalisés, à commencer par les fabricants d'huiles essentielles, de parfums ou de cosmétiques, des segments très symboliques car représentant l'excellence tricolore dans la chimie. Le ralentissement du commerce mondial aura un effet catastrophique. D'autant que les pays occidentaux et grands pays émergents, les plus consommateurs de produits de beauté (et chimiques de manière générale), ont été les plus touchés par le virus.

L'effet sera un peu plus modéré pour les agrochimistes et les fabricants de colorants-additifs pour l'agroalimentaire. Ces débouchés resteront relativement résilients.

La crise sanitaire fait le bonheur des fabricants de savons-détergents

À rebours du reste du secteur, les usines de savons et produits d'entretien figureront parmi les rares bénéficiaires. Ils seront particulièrement sollicités durant la crise et verront leurs commandes augmenter (notamment sur certains types de produits spécifiques comme les désinfectants) tout comme certains fabricants de principes actifs chimiques pour l'industrie pharmaceutique.

Principaux moteurs de la demande de la chimie	Évolution 2020 / 2019	Commentaires
Croissance économique française	-3,3%	Historiquement, l'industrie chimique a réagi fortement aux moindres soubresauts économiques (en 2009, la production a perdu plus de 10%). Suivant ce principe, le secteur chutera nettement lors de cette nouvelle crise.
Production automobile et d'autres matériels de transport	-12,9%	Déjà annoncée en baisse pour 2020, la production de voitures va s'effondrer (problème d'approvisionnement, fermeture temporaire d'usines, etc.). Cela va impacter bon nombre d'entreprises de chimie : peintures pour carrosserie, caoutchouc pour pneumatiques, plasturgie, etc.
Activité du BTP	-9,0%	Une partie des sociétés du secteur travaille avec la filière du BTP : peintures, colles, mastics, explosifs, etc. Si les débouchés de l'entretien-rénovation sont plus résilients, la construction neuve sera nettement orientée à la baisse, avec de fortes perturbations sur les chantiers à court terme.
Production agricole et agroalimentaire	→	Maigre lot de consolation, quelques entreprises chimiques (notamment dans les colorants et l'agrochimie) éviteront le décrochage grâce aux débouchés agroalimentaires, qui resteront relativement préservés.

2.3. LA SEGMENTATION SECTORIELLE

Une crise aux effets variables selon les catégories de produits

La crise sanitaire du Covid-19 puis la période post-crise auront des effets inégaux sur les secteurs de la chimie compte tenu de leur extrême hétérogénéité. Avant d'évaluer la capacité de résistance et de rebond de l'industrie chimique, il convient donc de bien différencier les trois grandes catégories de secteurs.

■ Typologie des services aux entreprises face à la crise sanitaire

Les « bénéficiaires »	Les « résistants »	Les secteurs « sous le choc »
<ul style="list-style-type: none"> - Produits d'entretien (détergents) - Savons, gels hydroalcooliques, gels pour les mains - Certains segments de la chimie de base servant à la fabrication de principes actifs ou adjuvants pour l'industrie pharmaceutique 	<ul style="list-style-type: none"> - Colorants, additifs alimentaires - Un certain nombre de produits de l'agrochimie, notamment des amendements et engrais - Produits issus de l'enrichissement nucléaire 	<p>Tous les autres produits, c'est-à-dire au moins 80% de l'industrie chimique (peintures, adhésifs, caoutchouc, raffinage, parfums, cosmétiques, etc.)</p>
<p>Principales caractéristiques</p> <ul style="list-style-type: none"> – Besoins directs pour lutter contre la propagation du virus ou les soins médicaux – Dépenses parfois obligatoires compte tenu de la réglementation – La fin de la crise sanitaire se traduira par un creux important de l'activité – A noter que face à la flambée des tarifs de certains produits, les prix ont été plafonnés par l'État 	<p>Principales caractéristiques</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses souvent non compressibles – Pas d'effet de rattrapage pour ces activités une fois la crise sanitaire terminée – Les pressions déflationnistes resteront d'actualité 	<p>Principales caractéristiques</p> <ul style="list-style-type: none"> – Activité ultra-dépendante à la conjoncture économique française mais aussi mondiale – Une grande partie des commandes des clients sera reportée un temps en raison de la fermeture temporaire d'usines et pour sauvegarder la trésorerie – En période post-crise sanitaire, les entreprises clientes vont d'abord écouler leurs stocks et honorer leurs achats momentanément interrompus avant de réaliser de nouvelles commandes (temps de latence)

Source : Xerfi

2.4. LES CAPACITÉS DE RÉSISTANCE ET DE REBOND

■ Evaluation de la capacité de résistance et de rebond des entreprises du secteur de la chimie

Méthodologie : chaque critère est noté de 1 à 4, 1 indiquant une faiblesse et 4 une force/capacité importante

Critères d'évaluation	Scoring	Commentaires
Santé (économique et financière) des entreprises <u>avant la crise</u>	3	Le secteur de la chimie abordait l'année 2020 avec une situation financière relativement solide. Certes, les commandes commençaient déjà à fléchir depuis décembre 2019 mais le secteur sortait d'un cycle d'activité 2017-2019 très positif et les marges d'exploitation avaient progressé. Le niveau d'endettement global reste par ailleurs raisonnable (il s'élevait à 54% des fonds propres en 2018, et tombait même à 30% dans le raffinage).
Degré de continuité de l'activité <u>pendant la crise</u>	2	Peu de salariés peuvent être déployés en télétravail. Par ailleurs, l'achat de matières premières est vital pour le bon fonctionnement des usines. Le confinement va donc entraîner des ralentissements de production (voire des arrêts temporaires) dus au manque de personnel et à de potentielles ruptures d'approvisionnement de matières de base non substituables. Le ralentissement des cadences dans bon nombre d'usines des clients limitera aussi l'activité. Quelques segments (détergents, chimie de base pour la pharma) considérés comme stratégiques augmenteront toutefois leur production.
Importance des effets de rattrapage <u>post-crise</u>	2	Une fois la crise passée, il faut s'attendre à un temps de latence. Les usines automobiles et les chantiers dans le BTP redémarreront progressivement. Ensuite, l'activité redécollera (effet stimulant du restockage) sans toutefois revenir à son niveau d'avant-crise, notamment en raison de certaines délocalisations déjà décidées dans l'automobile et de la prudence des investisseurs dans le BTP. Le segment des détergents traversera un trou d'air. Après une période de baisse en 2020, les prix des produits chimiques devraient par contre nettement augmenter dans le sillage du rebond du cours du pétrole face au redressement de la demande mondiale (à l'instar de ce qui avait eu lieu après 2009).
Opportunités de croissance <u>liées à la crise ou post-crise</u>	2	Des usines ont momentanément réorienté leur activité vers la production de gels (mais cela est très loin de compenser le manque à gagner). Après la crise, elles reviendront sur leur cœur de métier. Les conditions d'accès au crédit resteront favorables, de quoi permettre aux industriels de la chimie de financer leurs besoins en fonds de roulement pour payer leurs fournisseurs et réaugmenter les cadences de production. Certaines entreprises se retrouveront toutefois fragilisées financièrement et constitueront des proies pour de potentiels rachats. Le taux de défaillance progressera (en moyenne 2% des entreprises de la chimie avaient mis la clé sous la porte en 2009).
Synthèse	-	L'industrie chimique a montré par le passé une capacité de rebond après une crise (la production chimique avait augmenté de plus de 12% en 2010-2011). Il y aura mécaniquement un rebond technique mais celui n'interviendra pas juste après la crise. L'ampleur et la vitesse de rattrapage dépendront pour beaucoup du redressement du commerce mondial et de la production automobile et du BTP. Or en France, ces deux segments s'annoncent moroses. Le choc intervient au moment où un renversement de cycle en matière d'investissement se dessinait déjà.

Source : Xerfi